

0. INTRODUCTION GÉNÉRALE

0.1 Le contexte

Le contexte mondial au cours des dernières décennies, est celui de l'expansion du commerce international entre certaines régions du monde : Amérique du Nord, Europe occidentale, Asie de l'Est. Avec la mondialisation, le paradigme dominant c'est l'affirmation d'une participation accrue des pays au commerce mondial comme clé du développement, notamment par la libéralisation du commerce extérieur et la régionalisation des économies.

En même temps, dans cette dynamique économique mondiale, certaines régions notamment les pays pauvres, sont marginalisées. C'est le cas de l'Afrique sub-saharienne. En effet, sa participation au commerce mondial en représente à peine 1 %. Elle croupit sous le poids de la dette et de la pauvreté. Elle subit les ravages des maladies endémiques tel le sida. L'afropessimisme s'alimente des statistiques et images de pauvreté du continent. C'est en Afrique subsaharienne que la proportion de la population vivant sous le seuil de pauvreté (moins de 1 dollar par jour) est la plus importante (plus de 46 %), avoisinant la moitié des habitants. Dans les autres pays du Sud, elle décroît (plus ou moins 15 % en Asie de l'Est et Pacifique, Amérique latine et Caraïbes)¹.

Ainsi la situation socio-économique n'a cessé de se dégrader dans plusieurs pays du continent africain. C'est le cas de la République démocratique de Congo². Plus de 50 % de sa population, estimée à plus ou moins 55 millions vit avec moins de 1 dollar par jour. Le taux de mortalité infantile, en 1998, est de 148 ‰, alors que la moyenne africaine est de 90 ‰. Il faut par ailleurs noter l'importance du poids de la dette. Estimée à 5 milliards (48,5 % du PIB) en 1983, elle atteint plus de 10 milliards en 2002 (186,3 % du PIB). Les indicateurs sociaux se sont également détériorés, exacerbés par les pillages de 1991-1993, les séquelles de la réforme monétaire de 1993 et des guerres de ces dernières années. Au fil des années la situation économique s'est dégradée³. Les conséquences sociales des plans de stabilisation des finances publiques (programmes d'ajustement structurel) lancés en 1983, durent. On peut également observer qu'avec la détérioration du secteur industriel, l'agriculture et les services contribuent davantage au P.I.B. On peut dire que l'économie se reprimarise avec l'importance des

¹ Source : *World Development Report 2000/2001*, Washington, World Bank, 2001.

² Source : World Bank, devdata.worldbank.org/

³ *World Development Indicators Database*, World Bank, 2004.

produits agricoles dans l'exportation. Plusieurs pays africains connaissent une situation socio-économique identique.

On peut alors se demander comment les populations africaines en général et congolaises peuvent s'en sortir.

Dans bien des pays du Sud, notamment en Afrique, c'est l'expansion de l'économie dite informelle, devenue prépondérante, qui se manifeste sous diverses formes : artisanat, services, activités marchandes, production, etc.

L'économie informelle a reçu plusieurs conceptions (fonctionnaliste, structuraliste, culturaliste, etc.) depuis la publication du Rapport du Bureau International du Travail sur l'emploi au Kenya en 1972. Elle est nommée différemment selon des auteurs : *économie informelle*, *parallèle*, *seconde*, *souterraine*, *réelle*, *populaire*, etc. Certains en sont venus à établir un dualisme en économie : un secteur formel, structuré, officiel d'une part et un secteur informel, non structuré, parallèle d'autre part. Les critères de démarcation sont souvent légalistes, fiscalistes ou statistiques.

Les approches diffèrent mais il s'agit en fait de l'économie qui fait vivre réellement la majorité de la population notamment dans les pays en développement. L'étude des Nations Unies⁴ de 1996 sur le secteur informel en Afrique, fait le constat qu'il génère une proportion notable des revenus urbains : 30 % au Cameroun, 44 % au Madagascar, 58 % au Sénégal, 68 % au Mali. Le commerce en représente environ 50 % de la production. Par ailleurs, elle fait remarquer que l'importance de ce secteur dans l'économie africaine ressort du fait qu'il occupe environ 60 % de la main-d'œuvre urbaine.

La réalité est similaire au Congo. À Butembo, au Nord-Est, en 1998⁵, les actifs représentaient 49 % de la population, mais seuls 6 % étaient employés sous contrat. Par conséquent on peut estimer à plus ou moins 80 % les actifs qui n'y vivent pas du salariat formel. La plupart s'adonnent à l'agriculture et aux activités marchandes. Il peut s'agir de petites activités marchandes tout comme du grand commerce transnational. Celui-ci a gagné en importance surtout au courant des années 1990. Il s'agit dans la plupart des cas des entreprises de type familial dont le fonctionnement repose en partie sur des rapports sociaux. Ceux-ci canalisent les flux locaux et de longue distance (Ouganda, Kenya, Dubaï, Jakarta, etc.), ainsi que leur débordement des cadres étatiques, une réalité courante en Afrique qui nous intéresse particulièrement dans cette étude.

⁴ NATIONS UNIES, *Le développement du secteur informel en Afrique. Comment élargir le secteur informel et l'intégrer à l'économie des pays africains*, New York, Nations Unies, 1996.

⁵ KAMBALE MIREMBE O., *La dynamique de l'économie informelle à Butembo (R.D.Congo) et le développement local*, mémoire, Louvain-la-Neuve, UCL, Institut d'études du développement, 2001, pp. 38-39.

François Constantin remarque qu'en Afrique, l'information quotidienne apporte des illustrations d'un renforcement quantitatif et qualitatif des flux traversant les frontières juridiques des États en marge des pratiques et prescriptions de l'ordre intergouvernemental, des échanges transgressant les frontières étatiques en marge des procédures officielles et/ou légales. Leur compréhension touche à l'informel des économistes, la transnationalité des internationalistes et les réseaux que revendiquent différentes disciplines des sciences sociales⁶. Il existe donc une articulation entre acteurs et espaces en Afrique⁷ comme sans doute ailleurs.

Ellis et MacGaffey, conçoivent l'économie transnationale informelle comme l'ensemble des opérations qui sont effectuées en franchissant les frontières internationales, mais qui ne figurent pas dans les données officielles⁸. C'est une approche de critère statistique courante. Les flux informels transnationaux sont alors considérés comme des réalités essentiellement économiques et qu'il faut analyser comme telles, comme le propose Bhagwati⁹. Les acteurs sont des capteurs de rentes par contournement des institutions formelles. En termes de politique, il faut donc intégrer le secteur informel à l'économie formelle notamment par des mesures de libéralisation. En effet, le marché reste considéré comme vecteur de croissance et de développement dans le cadre de la lutte contre la pauvreté. C'est dans ce cadre que des programmes de type NE.P.A.D. (New Partnership for Africa's Development), C.E.A. (Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique) et autres, s'inscrivent dans la perspective de la prise en charge du développement socio-économique, notamment en Afrique, par un secteur privé moderne compétitif.

En partant des pratiques réelles des acteurs socio-économiques en Afrique, force est de constater qu'ils recourent aux pratiques informelles et populaires au sein d'une économie plurielle (économie de subsistance, activités marchandes, accumulation). Au sein de ce type d'économie, on reconnaît de plus en plus l'importance des liens sociaux. Si l'importance de la dimension sociale a été relevée pour de petites activités marchandes informelles en milieu urbain et rural, elle ne l'est pas moins dans le commerce transnational.

⁶ CONSTANTIN F., « L'informel internationalisé ou la subversion de la territorialité », www.conflicts.org/Numeros/20CONS.html, pp. 1-2.

⁷ IGUE J.O., *Le territoire et l'État en Afrique. Les dimensions spatiales du développement*, Paris, Karthala, 1995.

⁸ ELLIS S. et MACGAFFEY J., « Le commerce international informel en Afrique subsaharienne. Quelques problèmes méthodologiques et conceptuels », *Cahiers d'Etudes Africaines*, 145, XXXVII-1, 1997, p. 11.

⁹ BHAGWATI J.N., « Introduction », in BHAGWATI J.N. (ed.), *Illegal Transactions in International Trade. Theory and Measurement*, Amsterdam, Oxford, 1974, pp. 1-2.

Les réalités des structures relationnelles qui canalisent des flux, les contacts réticulaires mis en évidence dans le cas de l'Afrique de l'Ouest par Pascal Labazée, Emmanuel Gregoire¹⁰, John Igue¹¹ et d'autres rendent compte de l'importance du lien social au sein des pratiques de différents acteurs et de leurs activités socio-économiques. Au Nord-Est du Congo, comme ailleurs en Afrique, la dynamique commerciale transnationale s'articule autour des contacts réticulaires non institutionnels, personnalisés situés dans différents pays dans lesquels s'opèrent les transactions. Ces contacts permettent l'accès aux informations, aux services, aux ressources financières, mais aussi aux ressources relationnelles. En effet, les opérations économiques transnationales nécessitent des réseaux informels de relations dans lesquelles on retrouve des commerçants acheteurs, des commerçants vendeurs, des transporteurs, des passeurs, des logeurs, des intermédiaires financiers, des transitaires, des informateurs, etc. Chacun de ces acteurs a un rôle à jouer dans le réseau et y est connecté par différents types de rapports interpersonnels (parenté, amitié, affinité, appartenance religieuse, etc.). Par conséquent, il est important de relever cette articulation entre rapports marchands et rapports sociaux. On est en face d'un phénomène à la fois économique et social. Aussi pour la compréhension de cette réalité, la proposition d'analyse en termes de réseaux¹² de Jean Cartier-Bresson paraît porteuse.

De même en prenant en considération des initiatives locales d'amélioration des conditions et du cadre de vie, il y a lieu de reconnaître d'autres acteurs de développement et l'importance de l'ancrage local des processus de développement à la base. Le développement est pris en charge par des acteurs individuels et collectifs à la base avec une dimension importante de renforcement du lien social. Avec le désengagement des États en Afrique, ce type d'initiatives gagne en visibilité. Ces initiatives, souvent spontanées, n'attendent pas les institutions étatiques pour s'exprimer. Aussi Pecqueur estime-t-il que la dynamique de développement local évolue sans ou malgré les politiques publiques¹³. Peemans¹⁴ parle ainsi de développement des peuples.

¹⁰ GREGOIRE E. et LABAZEE P. (dir.), *Grands commerçants d'Afrique de l'Ouest. Logiques et pratiques d'un groupe d'hommes d'affaires contemporains*, Paris, Karthala, 1993.

¹¹ IGUE J.O. et SOULE B. G., *L'État entrepôt au Bénin. Commerce informel ou solution à la crise ?*, Paris, Karthala, 1992.

¹² CARTIER-BRESSON J., « Éléments d'analyse pour une économie de la corruption », *Revue Tiers Monde*, t. XXXIII, n° 131, juillet-septembre 1992, p. 581.

¹³ PECQUEUR B., *Le développement local : mode ou modèle ?*, Paris, Syros, 1989, p. 20.

¹⁴ PEEMANS J.-P., *Le développement des peuples face à la modernisation du monde*, Louvain-la-Neuve/Paris, Academia-Bruylant/L'Harmattan, 2002.

Comme le suggèrent John Igue et Bio Soule, « *la meilleure théorie du développement est celle élaborée à partir du vécu. [...] Le secteur informel demeure pour beaucoup de pays l'essentiel. On devrait le traiter comme tel pour bâtir les nouvelles théories de développement* »¹⁵.

Il nous semble donc pertinent de relever l'importance de l'enracinement du transnational dans le local, et de s'intéresser à la contribution de l'économie locale à l'amélioration de la qualité de vie des populations à la base.

0.2 Le cadre d'étude : problématique, hypothèses, objectifs

Depuis plus de deux décennies, les recherches sur les pays en développement ont rendu plus visible ce qui est couramment appelé « économie informelle ». Pour autant qu'il s'agisse des activités socio-économiques dont vit la majorité des populations et où se développent des logiques à la fois sociales et économiques, la dimension d'« économie populaire » est importante. Il est certain qu'il s'agit d'une réalité à la fois sociale et économique, où se combinent plusieurs dimensions, logiques et pratiques. Cette réalité ne se limite pas au plan local, mais dans sa dimension marchande, elle évolue également dans le transnational.

Les études africanistes abordent la question de l'échange international en Afrique, d'une part, d'un point de vue plus économique, c'est-à-dire en termes de marginalisation de l'Afrique, dont l'exportation basée sur des matières premières non élaborées n'est pas porteuse de progrès ; et d'autre part d'un point de vue davantage anthropologique qui décrit les commerces anciens.

Il nous semble important d'adopter une perspective qui consiste à considérer un espace et d'y identifier le rôle joué par des acteurs locaux au sein de l'économie transnationale.

L'organisation du commerce transnational par ces acteurs serait basée sur des circuits, des réseaux de relations non institutionnelles. Pour comprendre cette dynamique des réseaux, il nous semble qu'il n'est pas pertinent de les aborder seulement en termes de rationalité économique. À la suite des néobraudéliens, il est essentiel d'en considérer les composantes socio-culturelles. En fait, dans ce cadre, le commerce est appréhendé d'un point de vue relationnel¹⁶. En effet, comme le souligne Trivellato, notamment pour l'Asie, de nombreuses recherches ont mis en relief le rôle de communautés locales de marchands dans l'économie internationale et l'entrelacement de

¹⁵ IGUE J.O. et SOULE B.G., *op. cit.*, p. 165.

¹⁶ MOLHO A. et RAMADA CURTO D., « Les réseaux marchands à l'époque moderne », *Annales Histoire, Sciences Sociales*, mai-juin 2003, n° 3, p. 578.

facteurs culturels, religieux, politiques et économiques dans la construction de leur identité¹⁷.

Notre objet d'étude tout en portant sur une réalité socio-économique contemporaine, s'inscrit dans ce champ de recherche. L'axe de ce travail est de montrer, du point de vue des acteurs, la différence d'approche du rapport entre commerce extérieur et développement.

Cette différence d'approche, se traduit par celle de regard sur :

- *les acteurs du commerce et leurs pratiques* : l'approche dominante prend en considération les firmes capitalistes structurées demandeuses de plus de débouchés pour leurs exportations. Dans les pays du Sud où domine l'économie dite informelle, les micro-entrepreneurs peu ou pas structurés sont également des acteurs du commerce de longue distance ; ils y évoluent par des réseaux et peuvent recourir aux pratiques souvent qualifiées de « frauduleuses ». Pour ces acteurs, le commerce transnational peut être vu comme le prolongement des relations marchandes locales.
- *les acteurs du développement et leurs pratiques* : si en Afrique, depuis plus de trois décennies, les États ont cru en leur monopole comme acteurs de développement, la réalité des initiatives non étatiques démontre à suffisance l'affirmation d'autres acteurs non étatiques, populaires et associatifs. Leurs pratiques sont basées sur une autre conception du développement relative au processus d'amélioration des conditions concrètes d'existence.
- *l'espace marchand et le cadre du développement* : si des acteurs internationaux et les États prennent en considération les cadres territoriaux nationaux, des acteurs comme ceux de l'économie informelle et populaire valorisent les marchés locaux et micro-régionaux et peuvent considérer l'espace transnational comme un prolongement de ceux-ci. Par ailleurs, en Afrique, les États envisagent un développement national que ce soit par une modernisation nationale ou par la libéralisation de l'économie. Pour des acteurs de l'économie informelle et populaire, le processus de développement se réfère davantage à une base locale.

Des pratiques d'acteurs suggèrent donc une autre conceptualisation du rapport entre commerce international et économie locale, entre commerce et développement.

Cette étude se penche sur les pratiques des acteurs socio-économiques du Nord-Est de la République démocratique du Congo, particulièrement de Butembo. Il s'agit des marchands qui effectuent des échanges

¹⁷ TRIVELLATO F., « Juifs de Livourne, Italiens de Lisbonne, Hindous de Goa. Réseaux marchands et échanges interculturels à l'époque moderne », *Annales Histoire, Sciences Sociales*, mai-juin 2003, n° 3, p. 589.

transnationaux. Par ailleurs, nous nous intéressons à leur contribution au processus de développement local.

Notre problématique s'articule ainsi autour des questions de recherche suivantes :

- a) Comment des acteurs socio-économiques locaux se connectent-ils au commerce transnational ? Nous recourons à une approche réticulaire pour aborder la question. Avec l'importance d'éléments socioculturels qui structurent les réseaux, nous ne penchons pas vers l'approche des historiens de l'économie qui mettent en avant la rationalité de comportements pour l'insertion dans les opérations commerciales à longue distance¹⁸. Comme l'a relevé Studnicki-Gizbert, à propos des marchands portugais du XVI^e et du XVII^e siècles¹⁹, historiquement cette insertion évolue en dehors ou en marge des structures institutionnelles.
- b) Quelle est la contribution des échanges transnationaux au processus de développement local ? La recherche de réponse à la question permet de rendre compte de l'ancrage local des processus de développement, au-delà de l'approche modernisatrice des Nations en Afrique.
- c) La dynamique marchande et les initiatives locales de développement sont-elles porteuses pour l'avenir ? Il s'agit en fait de mettre en perspective ce processus marchand et celui des initiatives locales de développement. Au niveau du processus marchand, va-t-on vers un afro-capitalisme émergent comme le propose Janet MacGaffey ou faut-il plutôt reconnaître différents niveaux d'activités en articulation et dont les acteurs partagent des pratiques sociales, culturelles, économiques ? Du point de vue du développement, les pratiques de redistribution individuelle et associative à la base constituent-elles un levier pour l'avenir des processus de développement en Afrique ?

La recherche de réponses à ces questions suscite les hypothèses suivantes, comme propositions d'explication du phénomène étudié²⁰ :

- les réseaux informels constitueraient des vecteurs de connexion du local au transnational. Pour les acteurs du Nord-Est du Congo, les réseaux informels fondés sur la parenté, la religion, le village de provenance, l'ethnie etc., se situeraient parmi les facteurs fondamentaux de connexion au transnational. Le transnational constituerait ainsi un prolongement des relations marchandes locales, ce qui permet de sortir de l'ancrage national habituel.

¹⁸ TRIVELLATO F., art. cit., p. 582.

¹⁹ STUDNICKI-GIZBERT D., « La "nation" portugaise. Réseaux marchands dans l'espace atlantique à l'époque moderne », *Annales Histoire, Sciences Sociales*, mai-juin 2003, n° 3, p. 628.

²⁰ GUIBERT J. et JUMEL G., *Méthodologie des pratiques de terrain en sciences humaines et sociales*, Paris, Armand Colin/Masson, 1997, p. 3.

- Une redistribution articulée autour des pratiques associatives canaliserait la contribution des acteurs socio-économiques au processus de développement local. Les initiatives populaires rendent compte de l'importance de l'ancrage local des processus de développement.

Cette étude poursuit comme objectif général celui d'analyser l'articulation entre rapports sociaux et rapports économiques dans les échanges transnationaux et l'impact de cette dynamique pour le processus de développement local.

Comme objectifs spécifiques elle vise à :

- expliquer la dynamique locale par la compréhension des pratiques d'acteurs ;
- contribuer à la compréhension du phénomène de l'économie informelle et populaire et de son rôle dans le processus de développement en Afrique. Alexandre Ziegler estime qu'il est justement utile de contribuer à l'analyse de l'émergence et des caractéristiques de ce type d'économie²¹.

Nous pensons contribuer à apporter quelques nuances dans la conception du rapport entre commerce et développement, ainsi que celle de l'informel en Afrique. En même temps, nous voulons nous démarquer, dans l'articulation des questions du développement, de la perspective de l'État modernisateur, tout comme de celle de l'insertion dans le marché de l'entreprise privée. À ce propos, nous proposons de nuancer les approches en termes de « *african entrepreneurship* » de MacGaffey²² et de François Régis Mahieu²³. MacGaffey voit dans les individus qui accumulent dans la « seconde économie », en Afrique et particulièrement les Nande du Congo, l'émergence d'une véritable classe capitaliste, profitant de l'affaiblissement de l'État post indépendance et d'une pénétration incomplète du capitalisme. Pour elle, il s'agit de « independent entrepreneurs » qui adoptent dans la production et la reproduction, une « true rational capitalist fashion »²⁴. Mahieu soutient pour sa part que la redistribution africaine constitue une contrainte sociale qui menace la productivité des unités économiques en Afrique.

²¹ ZIEGLER A., « La théorie économique face à l'économie dissidente », in PREISWERK Y. et SABELLI F. (dir.), *Pratiques de la dissidence économique. Réseaux rebelles et créativité sociale*, Paris, P.U.F., 1998, p. 42.

²² MACGAFFEY J., *Entrepreneurs and Parasites. The Struggle for Indigenous Capitalism in Zaïre*, Cambridge, Cambridge University Press, 1987.

²³ – MAHIEU F.R., « Principes économiques et société africaine », *Revue Tiers Monde*, t. XXX, n° 120, octobre-décembre 1989, p. 725-753 ;

– MAHIEU F.R., *Les fondements de la crise économique en Afrique. Entre la pression communautaire et le marché international*, Paris, L'Harmattan, 1990.

²⁴ MACGAFFEY J., 1987, *op. cit.*, pp. 23, 25, 66-67.

0.3 La démarche d'étude

0.3.1 Approche pluridisciplinaire

Notre étude est essentiellement descriptive, compréhensive et explicative d'une réalité, celle de l'économie transnationale et des initiatives de développement au Nord-Est du Congo. Notre recherche s'inscrit dans une démarche inductive. Nous partons des données collectées, des faits décrits, pour aboutir, par l'interprétation des résultats, à la compréhension et à l'explication du phénomène²⁵ de l'économie transnationale.

La réalité socio-économique de « l'informel », en étude, revêt différentes dimensions. Ainsi l'effort explicatif nécessite le recours à diverses approches (économique, géographique, historique, anthropo-sociologique)²⁶.

Bien qu'on soit en face d'un phénomène qui présente une dimension économique très importante, on ne peut se limiter à la seule *approche économique* pour l'appréhender. En effet, l'approche économique, complexe et usant de multiples outils, évolue sous deux angles classiques : du point de vue fonctionnel, celui de la gestion des moyens de production et de fonctionnement en vue de la productivité et de la rentabilité, et du point de vue structurel, celui de l'organisation. Parmi les outils opératoires de l'approche économique, il faut citer les documents comptables, les budgets, les tableaux statistiques, les états financiers, les organigrammes, etc. Dans l'économie informelle, en général, on dispose de peu ou pas d'informations suffisantes pour établir ce genre d'outils. Mais dans la démarche descriptive, nous nous sommes tout de même intéressé dans une certaine mesure, aux prix, aux produits, aux coûts et aux mécanismes commerciaux. Le premier chapitre s'inspire des approches de l'économie classique. En plus, nous évoquons certains aspects de la perspective de l'économie institutionnelle.

Nous avons eu recours à l'*approche géographique* des pratiques sociales. En effet, les pratiques socio-économiques des acteurs s'effectuent dans un espace, pour ce cas précis des aires d'échanges où circulent marchandises, devises, informations, acteurs, etc. En fait, les acteurs évoluent dans un espace sur lequel ils agissent mais qui agit aussi sur eux, présente des opportunités, des atouts ou des menaces qu'ils doivent gérer. Cette approche nous permet de distinguer différents niveaux de localisation des territoires. Nous avons ainsi été amené à parler du *local*, du *régional*, du *transnational*.

La géographie contribue à relever l'importance de l'espace pour des acteurs autour de la question du développement. L'espace peut constituer un enjeu

²⁵ GUIBERT J. et JUMEL G., *op. cit.*, pp. 4, 5-6.

²⁶ *Idem*, pp. 13 -19.

de coalition ou de conflit d'acteurs qui y évoluent. Pour certains acteurs un espace, international pour notre cas, ne peut être qu'un lieu instrumentalisé aux fins géopolitiques ou économiques. Pour d'autres qui y développent des liens sociaux et commerciaux, un espace transfrontalier ou transnational peut être vu d'abord comme un lieu territorialisé de reproduction socio-historique, comme prolongement du local.

L'*approche historique* nous a été également utile. À défaut de disposer de tous les outils des historiens, et sans prétention de notre part de réaliser une historiographie de l'informel au Nord-Est du Congo, il nous a semblé utile d'utiliser l'analyse de processus pour comprendre l'évolution des pratiques d'acteurs et leur adaptation à travers le temps.

Notre étude s'inspire d'un courant de pensée²⁷, notamment en histoire économique et sociale, qui établit qu'historiquement, l'économie ne procède pas uniquement de principes économiques mais aussi de rapports sociaux. Ce courant souligne ainsi l'importance historique des réseaux de relations des marchands européens des Temps Modernes. Des marchands parfois de cultures différentes, ont fonctionné en réseau. Ce genre d'approche permet de reconnaître que pour le développement des échanges, le réseau de socialité est tout aussi important que la rationalité mise en avant par un certain individualisme méthodologique qui voudrait couper l'individu du social. Ce genre d'approche permet donc historiquement de ne plus se satisfaire de la rationalité individualiste mais de souligner la pertinence de l'acteur collectif dans des processus économiques et sociaux.

Pour notre part, du point de vue africain, ce type d'approche contribue à sortir des approches d'afro-capitalisme. D'autre part il contribue également à adopter une autre vision du secteur dit informel et de l'économie populaire en termes d'articulation d'acteurs. Parmi ceux-ci se trouvent ceux qui pratiquent des échanges transnationaux et évoluent au sein des réseaux informels.

Le phénomène de l'économie dite informelle revêt une dimension sociale tout aussi importante. Ainsi l'*approche anthropo-sociologique* se justifie par l'intérêt que nous portons aux acteurs et leurs relations, aux réseaux en tant que structure et stratégie des échanges transnationaux. En effet, il existe un rapport entre l'espace et le social²⁸. Mais cette étude n'est pas spécialement un travail de sociologie ou d'anthropologie économique comme regard sociologique ou anthropologique spécifique sur les réalités économiques.

Par ailleurs, nous recourons aux catégories de Fernand Braudel pour rendre intelligibles les différents niveaux d'activités, leur fonctionnement et leur articulation au niveau local. En effet, Braudel établit une distinction, une

²⁷ *Annales Histoire, Sciences Sociales*, mai-juin 2003, n° 3.

²⁸ KILANI M., *Introduction à l'anthropologie*, Lausanne, Payot, 1989.

hiérarchie en étages, au sein du processus de l'économie en Occident entre vie matérielle, économie marchande et capitalisme²⁹.

Du point de vue des initiatives locales, nous nous inspirons de l'*approche du développement local* de Bernard Pecqueur, Diane-Gabrielle Tremblay et Jean-Marc Fontan, relative à un espace local où des pratiques d'acteurs locaux répondent aux demandes concrètes de prise en charge du milieu de vie. Nous recourons d'une certaine façon à une approche d'impact pour l'amélioration de la qualité de vie au niveau local, mais pas en termes d'évaluation qui sont davantage quantitatifs.

0.3.2 La démarche méthodologique du travail

Notre recherche a utilisé comme sources des données, les ressources documentaires, les entretiens d'enquête et les archives. Les ressources documentaires sont tirées principalement de la littérature des sciences sociales.

L'analyse se base essentiellement sur les entretiens de terrain. Nous avons effectué l'enquête en 2001-2002 au Nord-Est du Congo, à Beni, Butembo, Kasindi-Lubiliha, Kyavinyonge, et Oicha³⁰. Il ne s'agit pas d'une étude multi-sites ; en fait ces sites font partie de l'hinterland commercial de Butembo et sont d'une façon ou d'une autre des espaces reliés à la dynamique transnationale dans cette partie du pays. Nous avons également effectué quelques entretiens informels à Kampala.

Butembo a constitué notre principal site d'enquête. Notre échantillon y a porté principalement sur des commerçants impliqués dans les échanges transnationaux ; il s'élève à 38 enquêtés. Etant donné la particularité du thème et des acteurs ciblés, l'échantillonnage statistique était inadapté. Nous avons donc utilisé la technique d'échantillonnage orienté, avec effet boule de neige³¹.

La technique d'entretien semi-directif utilisé a porté essentiellement sur les pratiques d'insertion et d'évolution dans le commerce de longue distance d'une part et celles de redistribution dans le cadre du développement local d'autre part. Cela ressort des questions d'enquête en annexe. Par rapport à nos hypothèses, l'enquête visait à vérifier si l'insertion et l'évolution dans les échanges transnationaux passent surtout par les rapports sociaux et que les acteurs socio-économiques contribuent au développement local par une redistribution via leurs associations. Pour la validité interne, nous avons

²⁹ BRAUDEL F., *Civilisation matérielle, économie et capitalisme. XV^e-XVIII^e siècle*, Paris, Armand Colin, 1979.

³⁰ La zone d'étude apparaît sur la carte en annexe.

³¹ MILES M.B. et HUBERMAN A.M., *Analyse des données qualitatives*, 2^e édition, Bruxelles, De Boeck Université, 2003, pp. 58-61.

effectué des recoupements d'informations. Des enquêtés ont souhaité l'anonymat, en référence nous ne reprenons que les initiales de leurs noms. Les données d'archives des services publics au Nord-Est du Congo, notamment celles relatives aux importations et aux exportations, ont renseigné sur l'orientation des échanges de cette partie du Congo vers l'extérieur mais aussi sur leur importance pour l'accumulation locale. Nous nous sommes également renseigné auprès des associations des commerçants : A.P.I.L.U., A.T.C.E., A.T.PHA.LU., F.E.C. Nous sommes originaire du terroir et nous mettons également à contribution notre observation personnelle.

Pour l'analyse, les données quantitatives sont présentées sous forme brute, en tableaux, en valeur absolue ; nous utilisons occasionnellement des proportions, d'après des calculs effectués sur les données.

Nous basons notre analyse essentiellement sur les données qualitatives. Nous avons retranscrit les entretiens enregistrés ; nous en avons réalisé une synthèse thématique. Nous n'avons pas utilisé des matrices (matrices d'événements, matrices conceptuelles thématiques), ni de diagrammes, qui sont les deux principales familles de formats pour condenser des données qualitatives, selon M.B. Miles et A.M. Huberman³². Nous n'avons donc pas codé le contenu des entretiens. Nous n'avons pas non plus utilisé de méthode de quantification des données qualitatives³³.

Nous avons plutôt effectué une catégorisation par grands thèmes : le transnational, les acteurs et les réseaux, les pratiques et les initiatives de développement. Du point de vue de l'organisation des acteurs, la théorisation se construit autour du concept de *réseau*. Pour atteindre nos objectifs de recherche, nous effectuons donc une exploitation qualitative thématique, variante de l'analyse de contenu mais pas au sens strict de méthodes sémantiques appliquées à la structure d'un discours, d'une communication³⁴.

Nous sommes conscient d'être en face d'une réalité complexe qui impose une limite à la généralisation étant donné qu'elle recèle des systèmes multiformes de fonctionnement socio-économique. Nous sommes aussi conscient des limites de cette étude liées au contexte d'insécurité à l'Est du Congo pendant l'enquête, au mode d'échantillonnage et à la réserve à accorder aux statistiques des services publics étant donné leur système de fonctionnement. En plus l'étude ne fait pas assez ressortir l'interaction entre les réseaux et leur fonction d'exclusion. La recherche est d'un apport limité en ce qui concerne les initiatives des acteurs populaires.

³² *Idem*, p. 252.

³³ LESSARD-HEBERT M., GOYETTE G. et BOUTIN G., *La recherche qualitative. Fondements et pratiques*, Paris/Bruxelles, De Boeck Université, 1997.

³⁴ PIRET A., NIZET J. et BOURGEOIS E., *L'analyse structurale. Une méthode d'analyse de contenu pour les sciences humaines*, Paris/Bruxelles, De Boeck et Larcier, 1996, p. 7.

0.4 Le choix de Butembo

Il est important de motiver notre choix de Butembo. Cette ville est située au Nord-Est du Congo, en territoire de Lubero, province du Nord-Kivu, à plus ou moins 135 km de Kasindi (frontière d'Ouganda), 600 km de Kampala (capitale d'Ouganda), 350 km de Goma (chef lieu de la province), 900 km de Kisangani (chef-lieu de province orientale), 2 000 km de Kinshasa (capitale du Congo). Sa population est majoritairement d'ethnie Nande, appelée aussi Yira³⁵. Parmi les acteurs socio-économiques du Nord-Kivu, on peut estimer que plus ou moins 60 % sont Nande. Leur dynamique est liée à l'agriculture et au commerce. La plupart de commerces sont installés à Butembo. Cette ville a notamment joué un rôle de cité entrepôt de marchandises importées pour le marché intérieur surtout durant les décennies 80 et 90, et elle a acquis une notoriété de pôle commercial du Nord-Est du Congo. Nous avons donc pensé que nous pouvions y saisir des pratiques d'acteurs en économie transnationale.

Notre choix est dicté par l'importance de cette dynamique, encore peu étudiée³⁶, mais mise en exergue par certaines recherches. Ndaywel écrit : « *Les Nande au Nord-Kivu ont acquis une position dominante s'octroyant pratiquement le monopole du trafic de l'or et du café* »³⁷. Hugues Leclercq évoque également des réseaux Nande dans la commercialisation et l'exportation de l'or au Nord-Est du Congo vers l'Ouganda³⁸.

Ce terrain du Nord-Est du Congo nous a paru également pertinent du fait que plusieurs études y signalent l'importance des pratiques informelles.

³⁵ Dans ce travail nous utilisons indistinctement Nande et Yira pour désigner un même peuple.

³⁶ Parmi des études qui traitent spécifiquement de cette dynamique, nous citons :

– MACGAFFEY J., 1987, *op. cit.*;

– MACGAFFEY J. et al., *The Real Economy of Zaïre*, Currey, London, 1991 ;

– KISANGANI N.F. EMIZET, « Confronting Leaders at the Apex of the State : The Growth of the Unofficial Economy in Congo », *African Studies Review*, volume 41, n° 1, avril 1998, pp. 99-137 ;

– MUHINDO P.S.L., *Le Nord-Kivu et son paysage économique à travers ses zones administratives*, Kinshasa, éd. Yira, 1992 ;

– VWAKYANAKAZI M., *African Traders in Butembo, Eastern Zaïre (1960-1980) : a Case Study of Informal Entrepreneurship in a Cultural Context of Central Africa*, Ph.D. dissertation, Madison, 1982 ;

– VWAKYANAKAZI M., « Import and Export in the Second Economy in North Kivu », in MACGAFFEY J. et al., *The Real Economy of Zaïre*, 1991, pp. 43-71.

³⁷ NDAYWEL E NZIEM I., *Histoire générale du Congo*, Bruxelles/Paris, De Boeck et Larcier, 1998, p. 751.

³⁸ LECLERCQ H., « Le rôle économique du diamant dans le conflit congolais », in MONNIER L., JEWSIEWICKI B. et DE VILLERS G. (dir.), *Chasse au diamant au Congo/Zaïre*, Institut africain-CEDAF/Tervuren, L'Harmattan/Paris, 2001, p. 69.

Vwakyanakazi affirme, à propos du Nord-Kivu, et particulièrement de la contrée des Nande :

« An area of Congo renowned for the proliferation of second economy activities...North Kivu is widely regarded as one of the primary regions for smuggling in Zaïre »³⁹.

Olivier Ferrier, aborde l'importance des flux commerciaux « informels » des petites entreprises en République démocratique du Congo. Il note que dans ce pays,

« Depuis la fin des années 1970, de petits entrepreneurs locaux ont pris en main les activités du secteur informel. Certains, dans le Nord-Kivu par exemple, ont bâti un capitalisme local reposant sur le commerce de longue distance »⁴⁰.

MacGaffey⁴¹ souligne que l'accumulation des commerçants Nande, à l'Est du pays, est particulièrement liée à ce qu'elle appelle la « seconde économie », c'est-à-dire l'économie informelle au regard de la loi. Il nous a semblé important de nous interroger pour savoir s'il est pertinent d'enfermer cette dynamique dans la « fraude ».

Par ailleurs, des auteurs citent comme facteur de cette dynamique, l'évolution des acteurs « hors État ». Comme l'indique MacGaffey :

« The Nande found themselves underrepresented in the national political scene and unable to participate in national decision-making [...] their region was neglected by the government in all development programmes and allocation of resources. After independance, when foreign exchange was allocated by quotas, the East was passed by. However, this distance from the central government also meant that the Nande were to some extent beyond its control. It gave them a certain degree of autonomy, making it easier to organize their own affairs in response to government neglect »⁴².

Si des auteurs retiennent du dynamisme des Nande leur recours aux pratiques informelles, nous relèverons également l'importance historique de l'agriculture dans l'accumulation locale.

Timothy Raeymaekers pour sa part évoque divers indices de la dynamique de Butembo :

³⁹ VWAKYANAKAZI M., 1991, *op. cit.*, pp. 43 et 45.

⁴⁰ FERRIER O., *Les très petites entreprises*, Bruxelles, De Boeck et Larcier s.a., 2002, p. 192.

⁴¹ MACGAFFEY J., 1987, *op. cit.*

⁴² MACGAFFEY J., 1987, *op. cit.*, p. 146.

« Butembo, la capitale commerciale des Nande, est une ville de boutiques remplies de produits locaux et étrangers [...] des travaux de construction ont lieu à différents endroits de la ville... Sur la route entre Butembo et Beni, les ouvriers assurent le maintien des routes [...] Malgré un fort taux de pauvreté, les voitures et autres produits de luxe sont livrés sur base hebdomadaire de Dubaï (Émirats Arabes Unis) et de l'Extrême Orient, où les Nande ont développé des affaires lucratives ces dernières années »⁴³.

Ces descriptions présentent des aspects réels de la dynamique des acteurs socio-économiques Nande. Mais nous ne pensons pas qu'il faille parler de « success story » des Nande comme le propose Raeymaekers. Il y a certes un dynamisme commercial remarquable depuis la fin des années 1980 jusqu'au milieu des années 1990. En même temps, il faut reconnaître les défis importants en termes de lutte contre la pauvreté, en termes d'infrastructures, de processus de développement, etc. Il nous semble donc exagéré de parler d'« île de prospérité », comme le propose cet auteur⁴⁴.

Nous avons donc choisi un terrain en tant qu'ensemble de lieux, de personnes les fréquentant, d'actions, d'événements y survenant⁴⁵. Comme originaire de Butembo, nous avons pensé qu'il était plus facile pour nous de choisir ce site, notre connaissance du milieu peut nous permettre de mener une analyse plus approfondie.

Nous proposons donc une lecture des échanges transnationaux en Afrique dans une perspective des acteurs à la base. Ces acteurs sont plus que jamais présents dans les échanges extérieurs. La prise en compte exclusive des flux officiels a longtemps occulté une dynamique non moins importante de cette partie de l'économie. Nous proposons également une prise en compte de l'ancrage local du processus de développement en Afrique, en termes de pratiques d'acteurs non étatiques peu ou pas institutionnels.

Cette étude s'articule en quatre parties, en plus de l'introduction et de la conclusion. La première partie, constitue le cadre théorique et conceptuel de la recherche autour des notions fondamentales suivantes : échange international et développement, échanges transnationaux, économie informelle et populaire, réseaux et développement local.

La seconde partie présente le contexte et le processus marchand local.

⁴³ RAEYMAEKERS T., « L'économie politique de Beni-Lubero », in VLASSENROOT K. et RAEYMAEKERS T., *Conflit et transformation sociale à l'est de la RDC*, Gand, Academia Press, 2004, p. 60.

⁴⁴ *Ibidem*.

⁴⁵ ARBORIO A.-M. et FOURNIER P., *L'enquête et ses méthodes : l'observation directe*, Paris, Nathan, 1999, p. 16.

La troisième porte sur la dynamique transnationale au Nord-Est du Congo. La dernière partie propose une réflexion sur les perspectives en termes de consolidation des initiatives et du développement au niveau local.